



DECLARATION N° 001 DU 24 DECEMBRE 2020 RELATIVE A LA SITUATION POLITIQUE DU MOMENT ET LES PREPARATIFS DE L'ANE AU SCRUTIN DU 27 DECEMBRE 2020

La Mission d'Observation Electorale du Réseau Arc-en-ciel (MOE-RAC), est conduite par Monsieur l'Abbé Frédéric NAKOMBO DANWI, Coordonnateur du RAC et Chef de mission. Elle est composée de 17 membres tous des représentants des Organisations de la Société Civile Centrafricaine regroupées au sein de la coordination.

La MOE RAC a observé que depuis le 14 décembre 2020, des attaques jusqu'alors isolées ont été menées contre certains candidats aux législatives en campagne électorale à l'intérieur du pays. Il s'agit de Christ Éric GALLO de la Première Circonscription de Kaga-Bandoro ; LAKOUETENE NDONGOBAYE Prince de la circonscription de Mbrès ; Beatrice EPAYE de la circonscription de Markounda qui ont vu leurs matériels de campagne emportés par des individus armés. Pour sa part, le candidat NZOUNGOU Samuel de la circonscription de Bangassou 2 et son fils ont été poignardés dans les environs de Bangassou par des hommes armés.

Ces attaques sont attribuées aux groupes armés du MPC, 3R, UPC, Anti-balaka aile MOKOM, Anti-balaka aile NGAÏSSONA. Ceux-ci se sont coalisés, entre-temps, sous le syntagme de « Coalition des Patriotes Centrafricains (CPC) ». Cette coalition a perpétré des actes de violences militaires dans plusieurs préfectures du pays comme l'Ouham, l'Ouham Pendé, l'Ombella M'Poko, la Nana Mambéré, la Mambéré Kadéï, la Lobaye et la Ouaka, avec la menace de plus en plus évidente d'attaquer la capitale Bangui si les revendications qu'elles formulent ne sont pas prises en compte. Celles-ci portent, entres autres, sur l'arrêt et le report sine die du processus électoral, la prise en compte de toutes les candidatures rejetées par la décision n°026/CC/20 de la Cour Constitutionnelle du 03 décembre 2020 relative aux candidatures à l'élection présidentielle et aux législatives ainsi que l'organisation d'une concertation avec toutes les forces vives de la nation.

Composé de 121 observateurs de long terme (OLT) repartis sur l'ensemble du territoire national, la MOE RAC qui observe toutes les étapes de la phase pré-électorale depuis l'enregistrement des électeurs, fait la déclaration suivante au regard des informations recueillies sur le contexte sécuritaire du moment, la campagne électorale et les préparatifs de l'ANE aux scrutins du 27 décembre 2020 prochain.

1. Contexte politique sécuritaire du moment

Les élections couplées du 27 décembre 2020 sont les sixièmes du genre organisées par la République Centrafricaine depuis son accession à l'indépendance. Elle s'inscrit dans un contexte de faible dialogue entre le pouvoir en place et les partis d'opposition entraînant un déficit de confiance entre les acteurs. Par ailleurs, les dysfonctionnements au sein de l'organe en charge des élections (l'ANE) et l'invalidation de certains candidats par la Cour Constitutionnelle ont davantage détérioré le climat politique préélectoral.

La Mission relève la présence effective et l'activisme de groupes armés dans les préfectures de l'Ouham, l'Ouham Pendé, l'Ombella M'Poko, la Nana Mambéré, la Mambéré-Kadéï, la Lobaye, la Nana Gribizi et la Ouaka. Elle a été informée des affrontements dans lesdites localités et de la psychose ainsi que du sentiment d'insécurité que cette situation fait peser sur les populations des régions de Bangui, du sud, du nord, du nord-ouest et du centre du pays.

Une telle situation, susceptible à tout moment de s'étendre aux localités du nord-est, fait peser une lourde hypothèque sur la participation des populations aux scrutins du 27 décembre 2020, d'autant plus que cette insécurité touche principalement des régions qui représentent une majeure partie de l'électorat en RCA. Elle constitue un défi pour le respect du chronogramme des opérations électorales publiées par l'Autorité Nationale des Elections.

2. Le déroulement de la campagne électorale

La campagne électorale doit en réalité durer 13 jours et se dérouler du samedi 12 décembre 2020 au vendredi 25 décembre 2020 conformément au calendrier électoral.

Cette campagne a commencé timidement sur toute l'étendue du territoire national émaillée des incidents isolés cités plus haut, elle est entravée par l'insécurité ambiante.

La MOE-RAC a noté l'absence de campagne électorale dans les villes de ABA, Baboua, Mbrès, Bossemptélé, Bossangoa, Boganangone, Bossembélé. Certaines villes en revanche ont vu la campagne qui avait démarré, s'arrêter par l'occupation par les groupes armés. Il s'agit notamment des villes de Mbaïki, Boda, Yaloké, Boali, Bogangolo, Bambari, Bouca, Dékoa et autres...

Cette campagne, qui a vu le retrait des candidats de la COD 2020 depuis le 20 décembre 2020, puis celui du candidat Jean Serge Bokassa du MKMKS le 22 décembre 2020, se voit sujette à un déséquilibre de fait entre les différents candidats en lice. En effet, seuls les candidats proches du MCU continuent de battre campagne

3. Des préparatifs de l'Autorité Nationale des Elections (ANE)

Si la distribution des cartes d'électeurs prévue du 19 au 23 décembre 2020 a commencé sur l'ensemble du territoire national, la Mission note que celle-ci a été soit perturbée ou soit qu'elle n'a pu se faire dans les localités affectées par les conflits militaires entre les groupes armés de la CPC et les forces armées loyalistes. Par contre à Bangui, Bimbo, Bégoua, Carnot, Berbérati, Bouar, Nola ; Rafaï, Obo.... Cette opération se déroule dans le calme. Les observateurs ont rapporté de nombreux cas de cartes non parvenues alors que les intéressés détiennent un récépissé ainsi que la non correction, parfois, des erreurs matérielles qui avaient déjà fait l'objet de réclamations.

Par ailleurs, la formation des membres de bureaux de vote, prévue du 17 au 26 décembre 2020 n'a pas encore pu se tenir sur tout le territoire national. Le matériel de vote, en cours de déploiement, a subi les contrecoups de la situation sécuritaire. Dans la région de Bambari, par exemple, les matériels électoraux ont été détruits dans les récents combats qui ont opposé les éléments des FACA aux hommes de l'UPC d'Ali DARASSA, le 22 décembre 2020.

Contrairement à ses prérogatives, l'ANE, en charge des élections, n'a fait encore aucune communication officielle sur l'impact des événements sécuritaires en cours sur son dispositif électoral. L'on s'interroge légitimement sur sa capacité à honorer l'engagement pris de tenir par tous moyens les élections du 27 décembre prochain.

En conclusion

La campagne électorale et la distribution des cartes d'électeurs des élections groupées du 27 décembre 2020 en République Centrafrique est intervenue dans un contexte politique et électoral tendu, laissant craindre légitimement des risques de violences aggravées. La MOE-RAC a relevé avec inquiétude que de tel climat d'insécurité peut entraver la bonne marche des élections crédibles, transparentes, inclusives et apaisées. La MOE-RAC voudrait adresser un message d'apaisement de cœur de toutes les parties prenantes au processus électoral en cours de prôner le dialogue et le consensus pour une élection apaisée. Si la MOE RAC note l'intention du gouvernement d'organiser les élections à date, elle invite les acteurs du processus électoral en RCA à considérer les conditions de la tenue effective des élections sur tout le territoire national ainsi que de la participation effective et libre des citoyens centrafricains sans exclusion.

Fait à Bangui, le 23 Décembre 2020

Pour la MOE RAC

Le Coordinateur National



Abbé Frédéric NAKOMBO

La Mission d'observation électorale du Réseau Arc-en-ciel (MOE-RAC) est une synergie citoyenne de 17 organisations de la société civile centrafricaine impliquées dans le suivi de long terme du processus électoral depuis 2015. Elle bénéficie, pour l'observation du processus en cours, de l'appui technique de l'Institut Electoral pour une Démocratie durable en Afrique (EISA), dans le cadre du Projet d'observation citoyenne des élections pour un processus crédible, transparent et apaisé en République centrafricaine (2020-2021). Celui-ci est financé principalement par l'Union Européenne. Dans le cadre de sa stratégie de couverture du jour du vote, la MOE-RAC bénéficie d'un concours financier de l'Ambassade de France en RCA.

La Mission tient à préciser que, bien que soutenue par ces partenaires, ses analyses et prises de position n'engagent aucunement ces derniers et relèvent de son entière responsabilité. Elles sont faites à partir des données remontées par ses observateurs présents sur l'ensemble du territoire national et en rapport avec les textes et standards applicables aux élections crédibles.